

RÉALISATION DU PORT DE PÊCHE DE GHAZAOUET

Les Portugais raflent la mise

L'inquiétude des professionnels du bâtiment est donc justifiée. Et rien n'augure de bon pour les entreprises nationales de construction, quelles soient publiques ou privées. Il y a quelques mois, le représentant de l'UGEA exprimait de sérieux doutes sur les avis d'appel d'offres internationaux, et ce pour de multiples raisons.

Concernant la réalisation des ports, il est exigé du soumissionnaire la catégorie 9 et une expérience dans le domaine, des conditions qui éliminent d'emblée les entreprises algériennes.

Selon Abdelmadjid Dennouni, aucune entreprise algérienne ne peut soumissionner, car le fait d'exiger d'elle d'avoir réalisé au moins deux infrastructures portuaires est une élimination technique. Il y a donc là une nette préférence pour les entreprises étrangères. Aucune entreprise algérienne ne peut satisfaire à ce critère.

La marge de manœuvre des entreprises nationales est donc bien réduite et le secteur du BTPH est réellement dans la tourmente avec ses 50 000 entreprises, notamment du secteur privé, qui emploie plus de



Photo : DR

800 000 salariés dont 200 000 font partie de la main-d'œuvre qualifiée.

L'attribution provisoire du marché pour la réalisation du port de pêche de Sydna Youchaâ, à Ghazaouet, à une entreprise portugaise Zogope-Construcoes Engenharia SA

fait donc grincer des dents et confirme l'option favorisant les entreprises étrangères.

Rappelons que le coût de cette opération est de 7 746 843 400,90 DA et le délai de réalisation est fixé à 29 mois. Les responsables du secteur du BTPH tirent la son-

nette d'alarme et réclament de véritables assises nationales du bâtiment pour mettre fin à ce marasme et clarifier les choses une fois pour toutes. Mais cela ne peut se faire qu'avec la participation des véritables professionnels du secteur.

M. Zenasni

TIZI-OUZOU

Les habitants de Mansoura ferment l'APC d'Ath-Zikki pour une durée indéterminée

Les habitants de Mansoura dans la commune d'Ath-Zikki sont montés au créneau en fermant, hier et pour une durée indéterminée, leur APC pour protester essentiellement contre «le détournement» d'un projet de bitumage d'une route, initialement destiné, selon eux, à raccorder les pistes du village mais reversé sur la route relevant de la commune voisine de Bouzeguene.

D'autres revendications se sont greffées à l'initiale par les villageois qui, par le biais de leur porte-parole, s'interrogent également sur le sort du projet de réhabilitation d'une source, un projet de 2008 réceptionné selon eux par l'APC alors qu'il ne serait qu'à 40% de l'avancement des travaux.

Les villageois évoquent en outre «une catastrophe» concernant le projet de drainage des eaux pluviales par des caniveaux emportés par les eaux durant les intempéries de l'hiver dernier.

Les manifestants s'insurgent aussi sur la situation des travaux de réhabilitation du stade de football, affirmant que les 120 millions de centimes alloués au projet ont été absorbés par les travaux dont le taux d'avancement ne serait, d'après eux, que de 10%.

Tout comme ils font part de leur ire au sujet du transport scolaire de leurs enfants de 10 à

15 ans qui se fait selon eux dans des conditions inhumaines, à bord d'un camion tollé. L'école primaire réalisée en préfabriqué constitue un autre souci pour les villageois qui craignent pour la santé de leurs enfants, exposés aux effets de l'amiante.

Pour lever le siège de l'APC, ils exigent «une commission d'enquête afin de faire toute la lumière sur ces anomalies».

Pour le P/APC, ces revendications relèveraient de la pure imagination et cacheraient des desseins inavoués.

Concernant le projet de route, il indique que sa nature de projet sectoriel le destine à un impact intégrant une servitude plus large au bénéfice de toute la commune. Le bouclage du village viendra, selon lui, sans problème dans le cadre des PCD

2012. Le recours au transport des élèves à bord d'un camion est, selon lui, inévitable considérant l'état de la route impraticable pour les bus alors que le projet de caniveaux a eu l'aval des services techniques.

Pour le stade, il affirme que seuls restent les travaux de finition.

Au moment où nous mettons sous presse, le chef de daïra de Bouzeguene s'est déplacé sur les lieux pour entendre la délégation des villageois.

S. Hammoum

AÏN DEFLA

12 ressortissants étrangers reconduits aux frontières

Les services de contrôle de la Sûreté de la wilaya de Aïn Defla de l'immigration ont procédé, durant le mois de novembre dernier, à l'interpellation de 12 ressortissants étrangers entrés clandestinement en Algérie. Il s'agit de huit Marocains et de quatre Syriens.

De source policière, on indique que ces ressortissants étrangers n'étaient en possession d'aucun document attestant de leur identité et encore moins d'une quelconque autorisation de séjour en Algérie émanant des services de contrôle de l'immigration.

Présentés au parquet, ils ont été l'objet d'un arrêt de reconduction aux frontières. Un arrêt exécuté dans le respect de la législation en vigueur.

Par ailleurs, sur un autre registre, on indique que durant le même mois de novembre, 49 opérations de contrôle de l'activité commerciale ont été menées, lesquelles ont conduit à la fermeture de 25 commerces, qui ont enfreint la législation en matière d'activité commerciale, la signification de 3 avertissements pour le même motif et le contrôle de 20 autres lieux de commerce.

Karim O.

100 MILLIONS DE CENTIMES DÉROBÉS À L'AGENCE D'EL-TARF Le caissier de la BDL arrêté

Les éléments de la Sûreté de la daïra d'El-Kala ont arrêté, dans la matinée de jeudi, le caissier (L. B. Z.) présumé coupable du vol de 100 millions de centimes de l'agence BDL (Banque de développement local), dans la ville d'El-Tarf.

Cette arrestation fait suite à une plainte émanant de la direction de la banque après avoir constaté que le montant sus-indiqué manquait et la disparition mystérieuse depuis plusieurs jours dudit caissier. Par ailleurs, nous apprenons que la direction générale de la BDL a dépêché une commission d'enquête pour passer au crible la gestion de l'agence.

Le caissier devait partir en retraite au courant de ce mois et personne n'arrive à comprendre son forfait.

Daoud Allam

Sept familles désesparées

Les sept familles de la cité appelée communément «Quartier de la révolution agraire», du centre-ville de la commune d'El-Tarf, sont dans la tourmente et se sentent complètement délaissées par les autorités locales.

Et pour cause : à chaque averse en cette période hivernale, leur cité est complètement submergée par les eaux.

Le réseau d'évacuation des eaux pluviales, installé il y a deux années, à la faveur d'une opération d'aménagement urbaine qui a englouti, par ailleurs, plusieurs milliards de centimes, accuse des défaillances techniques et n'obéit pas aux normes requises.

En effet, les eaux des autres quartiers de la ville, ceinturant ladite cité, se déversent dans cette dernière parce qu'elle se trouve un niveau plus bas, donnant plutôt l'image d'une cuvette géante. Selon un représentant de la cité, «nous avons adressé plusieurs doléances aux responsables concernés et en particulier à la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC).

En vain. Nous vivons un calvaire à cause des infiltrations d'eau dans nos maisons.

Le quartier, à chaque averse, se transforme en une mare avec tous les dangers inhérents aux eaux en stagnation.

L'eau a besoin d'une pente pour son écoulement et son drainage».

Pis, la cité est mitoyenne du siège de la DUC. Aussi, les responsables de cette direction connaissent-ils le calvaire des habitants.

En dernier ressort, les citoyens interpellent le wali pour leur venir en aide et trouver une solution durable afin d'alléger leur souffrance quotidienne.

D. A.